

INFORMATIONS GENERALES

MENTIONS LEGALES

Version du 09 / 05 /2018

Le site «<https://primealaconversion.gouv.fr> » est édité et hébergé par:

Agence de Services et de Paiement,
2 rue du Maupas,
87040 Limoges Cedex 01
SIRET N° 13000637200010 - APE 8413Z
Tél. : 05.55.12.00.00

Par délégation du Ministère de la Transition écologique et solidaire

Directeur de la publication : Stéphane LE MOING
Rédacteur en chef : Sophie CHAIZE-PINGAUD
Administrateur : Christine NEEL-AHOUNOU

Ce site a fait l'objet d'une déclaration des traitements automatisés mis en œuvre dans le cadre des sites internet auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (C.N.I.L) en application des articles 15 et 16 de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, sous le numéro de délibération CNIL 1275598 en date du 6 février 2008.

Conformément à cette même loi, les internautes sont informés qu'ils disposent d'un droit d'accès, de suppression ou de modification des données nominatives les concernant. Ce droit peut s'exercer par courrier :

ASP, Direction de la Communication et des Etudes,
2 rue du Maupas,
87040 Limoges Cedex 01

ou par courriel sur info@asp-public.fr

Le contenu de cette application est en conformité avec la loi. De fait, les utilisateurs de l'application web « **Portail Prime à la conversion** » sont tenus de respecter les dispositions de la loi informatique, fichiers et libertés, dont la violation est passible de sanctions pénales. Ils doivent notamment s'abstenir, s'agissant des informations nominatives auxquelles ils pourraient accéder, de toute collecte, de toute utilisation détournée, et d'une manière générale, de tout acte susceptible de porter atteinte à la vie privée ou à la réputation des personnes.

TRACABILITE ET PROFILAGE

Cookies

L'utilisateur est informé que, lors de ses visites sur le site, des cookies peuvent s'installer automatiquement sur son logiciel de navigation. Le cookie est un bloc de données qui sert à enregistrer des informations relatives à la navigation sur le site ou à proposer des publicités ciblées. Le paramétrage du logiciel de navigation permet d'informer de la présence de cookies et éventuellement de la refuser de la manière décrite à l'adresse suivante : « <http://www.cnil.fr> ». L'utilisateur dispose d'un droit d'accès, de retrait et de modification des données personnelles communiquées par le biais des cookies dans les conditions indiquées ci-dessus.

COPYRIGHT

L'ensemble des contenus présents dans les pages du site «<https://primealaconversion.gouv.fr>» sont la propriété exclusive de l'ASP, et sont protégés par la législation française sur les droits d'auteur. La reproduction de tout ou partie de ce site sur quelque support que ce soit (y compris les documents téléchargeables, les photographies ou iconographies), ainsi que toute utilisation du contenu du site autre que la consultation individuelle et privée sont formellement interdites, sauf autorisation expresse de l'ASP. Tout site public ou privé est autorisé à établir, sous réserve de déclaration préalable, un lien hypertexte vers des pages du site «<https://primealaconversion.gouv.fr>». Cette déclaration est à adresser par courriel sur papier à en-tête de la société ou de l'organisme : info@asp-public.fr.
Toute reprise, dans les codes sources d'une page ou d'une fonctionnalité, d'une marque, dénomination sociale, enseigne, ou plus généralement d'un signe distinctif figurant sur le présent site est une contrefaçon qui pourra donner lieu à des poursuites judiciaires.

AVERTISSEMENT

L'ASP se réserve le droit de corriger ou modifier le contenu du site à tout moment sans avertissement préalable. Malgré tous les soins apportés à la réalisation de ce site et à son actualisation régulière, des erreurs peuvent s'être glissées dans les informations présentées.

DOCUMENTS DE REFERENCE

- Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique.
- Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.
- Loi n° 88-19 du 5 janvier 1988 relative à la fraude informatique (dite « loi Godfrain »).
- Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (dite « loi Lemaire »).